

Convention relative à l'organisation d'un stage d'observation en milieu professionnel

Vu le code du travail, et notamment son article L. 211-1 ;
Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L. 313-1, L. 331-4, L. 331-5, L. 332-3, L. 335-2, L.411-3, L. 421-7, L. 911-4 ;
Vu le code civil, et notamment son article 1384 ;
Vu le décret n° 2003-812 du 26 août 2003 relatif aux modalités d'accueil en milieu professionnel des élèves mineurs de moins de seize ans ;
Vu la circulaire n° 2003-134 du 8 septembre 2003 relative aux modalités d'accueil en milieu professionnel des élèves mineurs de moins de seize ans ;

Entre

d'une part	et d'autre part
Nom de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil (cachet de l'entreprise)	Nom de l'établissement scolaire :
Nom du tuteur du stagiaire :	Représenté par M en qualité de chef(fe) d'établissement

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - La présente convention a pour objet la mise en oeuvre d'une séquence d'observation en milieu professionnel, au bénéfice de l'élève de l'établissement d'enseignement (ou des élèves) désigné(s) en annexe.

Article 2 - Les objectifs et les modalités de la séquence d'observation sont consignés dans l'annexe pédagogique. Les modalités de prise en charge des frais afférents à cette séquence ainsi que les modalités d'assurances sont définies dans l'annexe financière

Article 3 - L'organisation de la séquence d'observation est déterminée d'un commun accord entre le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil et le chef d'établissement.

Article 4 - Les élèves demeurent sous statut scolaire durant la période d'observation en milieu professionnel. Ils restent sous l'autorité et la responsabilité du chef d'établissement. Ils ne peuvent prétendre à aucune rémunération ou gratification de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil.

Article 5 - Durant la séquence d'observation, les élèves n'ont pas à concourir au travail dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil. Au cours des séquences d'observation, les élèves peuvent effectuer des enquêtes en liaison avec les enseignements. Ils peuvent également participer à des activités de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil, à des essais ou à des démonstrations en liaison avec les enseignements et les objectifs de formation de leur classe, sous le contrôle des personnels responsables de leur encadrement en milieu professionnel.

Les élèves ne peuvent accéder aux machines, appareils ou produits dont l'usage est proscrit aux mineurs par les articles R. 234-11 à R. 234-21 du code du travail. Ils ne peuvent ni procéder à des manœuvres ou manipulations sur d'autres machines, produits ou appareils de production ni effectuer les travaux légers autorisés aux mineurs par le même code.

Article 6 - Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée (en application de l'article 1384 du code civil) :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise ou à l'organisme d'accueil à l'égard de l'élève ;
- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit "responsabilité civile entreprise" ou "responsabilité civile professionnelle" un avenant

relatif à l'accueil d'élèves.

Le chef de l'établissement d'enseignement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la visite d'information ou séquence d'observation en milieu professionnel, ainsi qu'en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil, ou sur le trajet menant, soit au lieu où se déroule la visite ou séquence, soit au domicile.

Article 7 - En cas d'accident survenant à l'élève, soit en milieu professionnel, soit au cours du trajet, le responsable de l'entreprise s'engage à adresser la déclaration d'accident au chef d'établissement d'enseignement de l'élève dans la journée où l'accident s'est produit.

Article 8 - Le chef d'établissement d'enseignement et le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil de l'élève se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre notamment en cas de manquement à la discipline. Les difficultés qui pourraient être rencontrées lors de toute période en milieu professionnel et notamment toute absence d'un élève, seront aussitôt portées à la connaissance du chef d'établissement.

Article 9 - La présente convention est signée pour la durée d'une séquence d'observation en milieu professionnel.

En cas d'absence ou d'incident, prévenir immédiatement le collège

TITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Annexe pédagogique

Nom de l'élève			
Date de naissance			
Nom du responsable légal Adresse Téléphone			
Nom du (ou des) enseignant(s) chargé(s) de suivre le déroulement de séquence d'observation en milieu professionnel			
Dates du stage :	Du	Au	
Horaires de	Matin	Après midi	Total
Lundi	De.....à.....	De.....à.....	h
Mardi	De.....à.....	De.....à.....	h
Mercredi	De.....à.....	De.....à.....	h
Jeudi	De.....à.....	De.....à.....	h
Vendredi	De.....à.....	De.....à.....	h
Samedi	De.....à.....	De.....à.....	h
Total hebdomadaire : 30h moins de 15 ans / 35h plus de 15 ans La durée de présence des élèves mineurs ne peut excéder 7h par jour Au-delà de 4h30 d'activités, l'élève doit bénéficier d'une pause d'au moins 30 minutes			
Modalités d'évaluation de la séquence d'observation en milieu professionnel :			

Annexe financière

1 – RESTAURATION : ☐ au collège ☐ en dehors du collège

2 – ASSURANCE :

Collège	
Entreprise ou organisme d'accueil	

Signatures :

Fait le : Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil (cachet et signature)	Fait le : Le responsable légal de l'élève
Fait le : L'élève	Fait le : Le responsable de l'accueil en milieu professionnel
Fait le : L'enseignant(e)	Fait le : Le (la) Principal (e) du collège